

“NOUS ESPERONS ET NOUS NOUS BATTONS”

Les Jeunes, les Communautés, et la Violence au Mali

SEPTEMBRE 2017

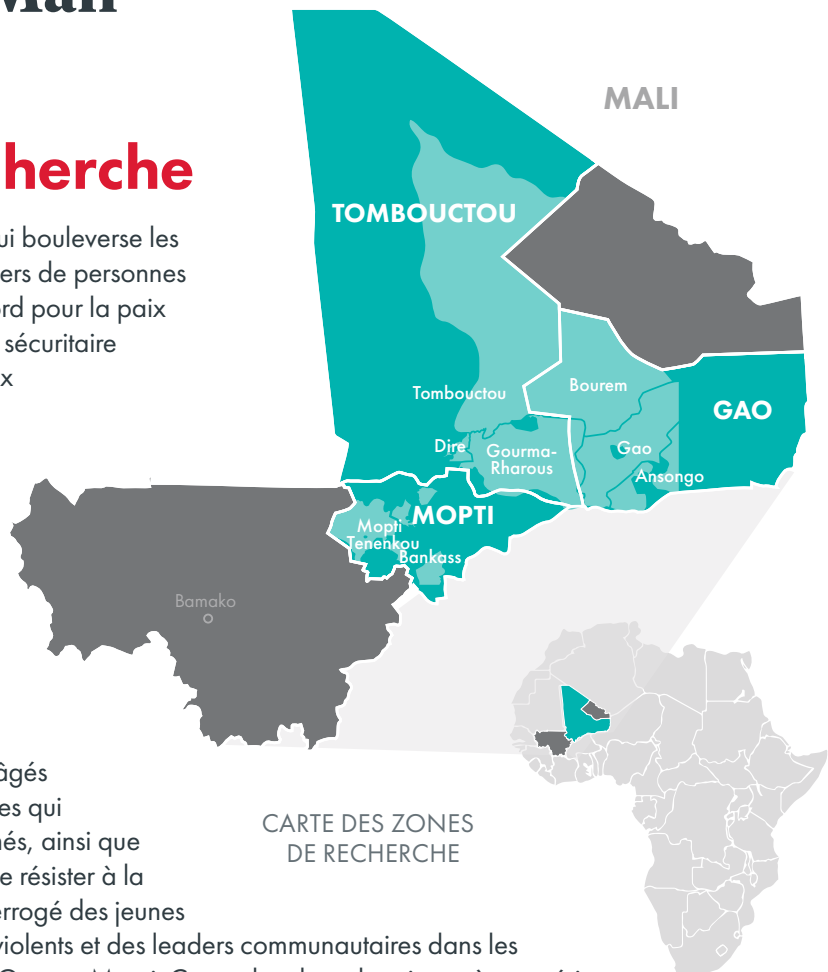
Résumé de la Recherche

Depuis 2012, le Mali subit un conflit violent qui bouleverse les communautés, déplace des centaines de milliers de personnes et a fait des milliers de morts. Malgré un accord pour la paix et la réconciliation signé en 2015, la situation sécuritaire continue de se détériorer et l'espoir d'une paix durable reste fragile. Pendant cette période de transition cruciale, le conflit au Mali risque de s'étendre et de créer une crise humanitaire régionale encore plus sévère, avec de terribles conséquences pour les flux de réfugiés, la souffrance humaine, et la stabilité mondiale.

Les jeunes sont essentiels à la réalisation d'une paix réelle, surtout que plus des deux tiers des 18 millions d'habitants du Mali sont âgés de moins de 24 ans. Pour comprendre les voies qui mènent les jeunes à rejoindre les groupes armés, ainsi que les facteurs qui permettent à d'autres jeunes de résister à la violence, Mercy Corps et Think Peace ont interrogé des jeunes membres de groupes armés, des jeunes non violents et des leaders communautaires dans les zones en conflit des régions de Tombouctou, Gao, et Mopti. Ces recherches aboutissent à une série de recommandations à l'attention des décideurs politiques, des bailleurs et des organisations de la société civile, recommandations qui permettraient d'augmenter la probabilité de réussite du processus de paix par le biais d'investissements visant à décourager à court et à long terme la participation des jeunes à la violence.

Principaux Constats

- › **Le soutien communautaire aux groupes armés incite les jeunes à s'engager dans la violence par sens du devoir ou pour le désir de se faire respecter.** La majorité des membres de groupes armés, qu'ils soient pour ou contre le gouvernement ou extrémistes violents, ont dit que leurs communautés soutiennent et partagent des valeurs avec ces groupes. De ce fait, la participation des jeunes à la violence n'est perçue comme ni anormale, ni dissidente. Une prise de décision hiérarchique et de fortes pressions



sociales renforcent chez les jeunes le sentiment qu'ils sont obligés de rejoindre les groupes armés soutenus par leur communauté. D'autres rejoignent ces groupes, au moins en partie, afin d'obtenir la reconnaissance et le respect de leur communauté. Un jeune homme d'un groupe de la CMA à Tombouctou déclare: "Ce qui me motive, c'est le soutien que je reçois de ma communauté parce que je protège les biens et les personnes".

- Le sentiment d'exclusion que ressentent les communautés, exclusion qui serait perpétuée par le gouvernement (sur base géographique et ethnique), encourage l'adhésion des jeunes aux groupes armés.** Les jeunes qui rejoignent les groupes anti-gouvernementaux ou extrémistes violents en particulier tendent à partager des griefs profonds nés de leurs perceptions de la négligence et du mauvais traitement que le gouvernement aurait infligés à leur communauté,

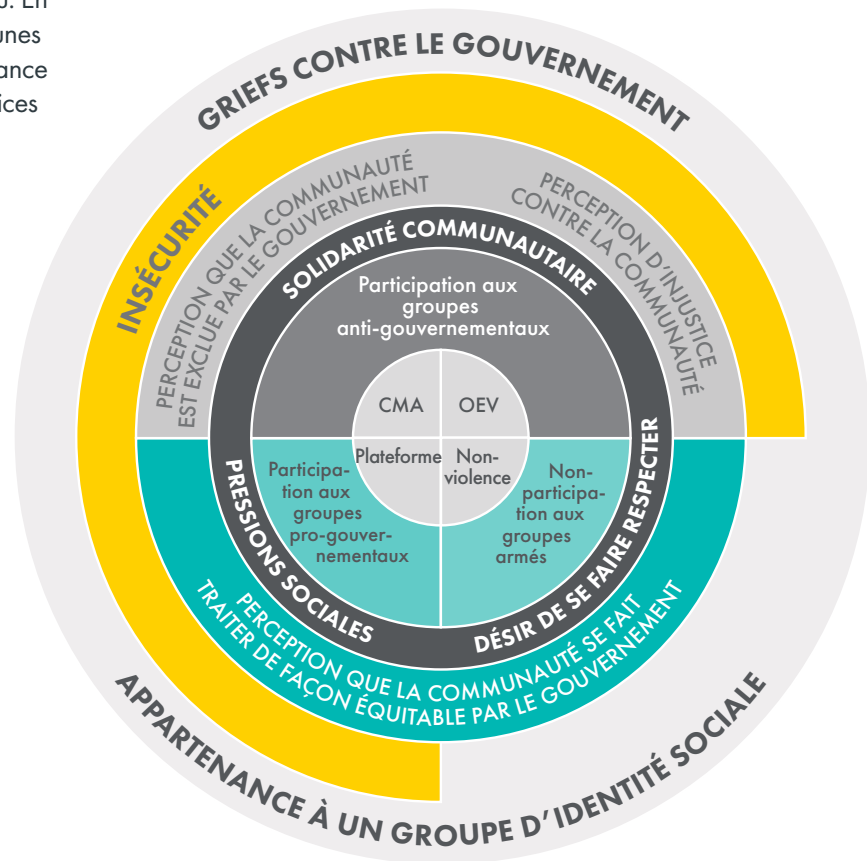
notamment à Gao et Tombouctou. En revanche, on constate que les jeunes non-violents ont davantage tendance à dire que les prestations de services du gouvernement dans leur communauté sont semblables ou supérieures à celles qui se trouvent ailleurs. C'est un élément qui contribuerait à diminuer la probabilité que la communauté soutienne les groupes armés (dans leur création ou expansion).

- Les jeunes citent leur expérience de l'injustice, dont l'abus et la corruption, comme facteurs motivant leur adhésion aux groupes armés anti-gouvernementaux.**

De nombreux jeunes membres de groupes armés ont décrit des injustices perpétrées par le gouvernement et les acteurs de la sécurité. Certains jeunes ont cité des agressions directes par l'armée contre leur communauté et d'autres ont dit avoir été victimes de corruption. Par exemple,

les principaux problèmes à Mopti par rapport à l'injustice viennent d'une perception de longue date que les populations pastorales, principalement Peulhs, se font extorquer. Un jeune homme de Mopti a dit : "Nous évitons les autorités parce qu'elles demandent de l'argent...surtout quand on est Peulhs".

- Certains jeunes, à la recherche d'une stabilité à long terme, voient les groupes armés comme un tremplin pour rejoindre l'armée et ainsi obtenir un emploi stable.** Bien que peu de jeunes citent les incitations financières, à court terme, comme raison d'adhésion aux groupes armés, un nombre plus important, composé principalement de membres de groupes pro-gouvernementaux, a parlé de leur volonté de rejoindre l'armée. Ces jeunes citent le besoin d'une stabilité économique à long terme et d'une meilleure position sociale comme facteurs qui les ont poussés à rejoindre un groupe armé.



LES FACTEURS QUI INFLUENCENT L'ADHÉSION DES JEUNES AUX GROUPES ARMÉS

- › **De nombreux jeunes membres de groupes violents et non-violents ont de grandes mais fragiles attentes en ce qui concerne le processus de paix.** Certains jeunes ont exprimé l'espoir que le processus permettrait d'améliorer la sécurité tandis que d'autres espèrent bénéficier des dispositions du processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration. Cependant, les progrès sont lents et des échecs précédents rendent quelques jeunes plus sceptiques quant à l'efficacité du processus de réconciliation. Un jeune homme d'un groupe pro-gouvernemental à Gao a déclaré: "L'accord est bon pour le Mali s'il est appliqué en noir et blanc, comme il est écrit dans le document. Sinon, ce sera le début et non la fin du conflit". D'autres jeunes, notamment ceux de la région de Mopti qui n'ont pas été pris en compte lors de l'accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger, s'inquiètent de leur exclusion ainsi que de celle de leur communauté du processus de paix.

Recommandations

Sur la base de ces constats, nous proposons au gouvernement, aux bailleurs et aux acteurs de la société civile les recommandations suivantes qui permettront de poser les bases d'une sécurité durable.

1. **Investir davantage sur la prévention de la violence et le renforcement des mécanismes de protection au niveau communautaire, plutôt que de chercher à identifier et cibler de manière spécifique les jeunes "à risque"**. Notre étude n'a pas permis de mettre en évidence que certains jeunes courent un risque plus élevé que d'autres quand il s'agit de participation à la violence. En fait, de nombreux jeunes décrivent les liens profonds qu'ils ont avec d'autres personnes dans leur communauté. Par conséquent, les interventions du gouvernement et de la société civile doivent s'orienter vers une approche communautaire holistique pour prévenir de nouvelles violences. Les professionnels de la prévention de la violence devront identifier et prendre en compte les facteurs de risque au niveau de la communauté, puis élaborer des interventions reconnaissant la forte influence du soutien communautaire à l'acceptation ou au rejet des groupes armés.
2. **Mettre en place des démarches inclusives et collaboratives pour s'assurer que le processus de paix et de réconciliation est transparent et réactif aux besoins des différentes communautés.** La réussite du processus de paix et de réconciliation dépendra, en partie, de sa capacité à répondre aux attentes des jeunes, mais aussi de l'inclusion ou l'exclusion de certains groupes et régions au processus. Les fonctionnaires et acteurs multilatéraux chargés de la mise en œuvre du processus de paix et de réconciliation devront s'adapter à l'évolution des dynamiques et veiller à ce que les différents clans et groupes ethniques, ainsi que les groupes armés n'appartenant pas aux groupes signataires de l'accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger, soient pris en compte dans la planification. Les acteurs de la société civile et du gouvernement devront faciliter les échanges dans les zones touchées par le conflit et sensibiliser les populations au sujet des dispositions de l'Accord en vue d'identifier et atténuer les facteurs de risque liés au processus de paix et de réconciliation.
3. **Élaborer des plans de sécurité au niveau communautaire qui présentent la transition des groupes armés non gouvernementaux à une gestion de la sécurité dirigée par les forces étatiques.** En raison du soutien généralisé que les communautés offrent à de nombreux groupes armés non étatiques, les approches autoritaires et répressives à la sécurité et aux mesures de contre-insurrection utilisées par les militaires maliens auront certainement un effet inverse à l'objectif escompté et ne feront qu'augmenter le soutien aux groupes armés. Il faut prendre en compte les préoccupations réelles des communautés et leur sentiment de frustration face aux injustices militaires et y répondre de façon juste et équitable, au risque que les initiatives de développement et de réduction de la violence ne prennent jamais racine. Les acteurs de la sécurité du gouvernement devront collaborer avec les communautés touchées par le conflit pour améliorer la transparence et élaborer des plans qui assureront la transition pacifique des jeunes intégrés dans les groupes armés vers la non-violence. Cela contribuera également à faire progresser la réforme du secteur de la sécurité au niveau national et assurer un retour de l'ordre à long terme.

4. **Faciliter l'amélioration de la gouvernance locale par une meilleure prestation de services et une prise de décision communautaire/gouvernement inclusive.** Comme les perceptions d'exclusion ont contribué au soutien des groupes armés par la communauté, l'amélioration des démarches et des résultats de gouvernance doit devenir une priorité clé du gouvernement et des acteurs de la société civile locale et internationale. Toutefois, la fourniture de services n'est pas de nature à réduire à elle seule les griefs et nécessite une prise de décision plus responsable et inclusive. Le gouvernement devra intégrer la rétroaction de la communauté, et donc des jeunes, dans la stratégie de développement des régions du Nord et du Centre. Au fur et à mesure que les fonctionnaires locaux reprennent leurs postes dans ces régions, ils devront collaborer avec les leaders communautaires pour créer des mécanismes de rétroaction et de redevabilité formels permettant de recueillir les avis de groupes sociaux représentatifs et d'identifier les services les mieux à même de répondre aux besoins des communautés.

5. **Identifier et faciliter les opportunités permettant aux jeunes d'améliorer leur situation sociale sans s'engager dans des groupes armés.** Nos résultats indiquent que les jeunes ont besoin de moyens, non-violents, pour améliorer leur position sociale et être reconnus dans leurs communautés. Pour certains jeunes, notamment ceux qui adhèrent aux groupes de la Plateforme et qui ont cité leur désir de rejoindre l'armée, la possibilité de trouver un emploi valorisant, stable et axé sur la demande peut améliorer à la fois leurs options à long terme et leurs ambitions au-delà du service militaire ou d'un emploi dans la fonction publique. Pour la plupart des jeunes que nous avons interrogés, la participation à des activités civiques ou à des groupes de plaidoyer peut promouvoir ce sentiment d'être reconnu et permettre de renforcer les capacités des jeunes à résoudre leurs griefs eux-mêmes, tant que la formation de ces groupes est accompagnée par de réels changements de la part du gouvernement dans la prestation des services, changements faits de façon inclusive avec la communauté.

CONTACT

LISA INKS
Senior Peace and Conflict Advisor
links@mercycorps.org

REBECCA WOLFE, PHD
Director of Evidence and Influence | Peace and Conflict
rwolfe@mercycorps.org



45 SW Ankeny Street
Portland, Oregon 97204
888.842.0842
mercycorps.org

40 Sciennes
Edinburgh, EH9, 1NJ, UK
44.131.662.5160

